

Les femmes kurdes ont marché pour la liberté et la paix au Kurdistan



Photo: Oruc GUNES

Répondant à l'appel du Mouvement des femmes kurdes d'Europe (AKKH), plus de 700 Kurdes – en majorité des femmes – ont manifesté du 7 au 9 décembre 2011, à Genève, pour demander la libération du leader du peuple kurde Abdullah Ocalan, et pour exiger que cesse le « génocide politique » des politiciens kurdes.

Les manifestantes se sont rassemblées sur la Place Neuve avant de marcher jusqu'au Palais des Nations Unies où elles ont tenu un sit-in pendant trois jours. D'une même voix, elles ont demandé la nomination d'un rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies pour soutenir le leader kurde Abdullah Ocalan qui est tenu à l'isolement depuis le 27 juillet dernier sur une île turque. Elles ont aussi plaidé pour la fin de la guerre entre l'Etat turc et la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Pour finir, elles ont réclamé la création d'un comité international chargé de résoudre la question kurde et de défendre le droit des peuples à l'autodétermination.

Quelques jours avant la manifestation, les femmes kurdes ont fait circuler un tract de l'AKKH dans lequel elles s'insurgent contre la politique du gouvernement turc. Extraits :

« La violence mise en œuvre par le gouvernement turc contre les Kurdes a atteint des proportions sociales et



Photo: Oruc GUNES

politiques inacceptables. Le parti au pouvoir, l'AKP, arrête tous ceux qui osent parler. Le nombre de Kurdes aujourd'hui emprisonnés a atteint les 7700. Dernièrement, la surenchère de cette politique de mise sous silence a fini par atteindre des intellectuels turcs qui se prononçaient pour une résolution pacifique de la question kurde, à l'instar de la professeure Busra Ersanli et de l'écrivain Ragip Zarakolu . Le cercle des arrestations poursuit son élargissement et a atteint aujourd'hui les avocats.

La guerre menée contre les Kurdes se concrétise par l'isolement d'Abdullah Ocalan. 42 des avocats du leader kurde ont été arrêtés sous prétexte qu'ils donnaient au KCK (l'Union of Communities in Kurdistan) des informations le concernant. Pourtant, le 29 novembre, lors d'une de ses allocutions, le Président du KCK, Murat Karayilan, a annoncé qu'une délégation de l'Etat turc leur a remis en mains propres plus de 10 courriers rédigés par Abdullah Ocalan lui-même».



Photo: Oruc GUNES

Après la marche, Nursel Aydogan, députée au Parlement turc et membre du Parti de la Démocratie et de la Paix (BDP), a parlé aux manifestants de la politique de l'AKP. «Le gouvernement de l'AKP ne veut pas voir notre parti siéger dans le gouvernement parce que nous parlons de liberté, de démocratie, et que l'AKP ne sait pas ce que veut dire l'égalité. Par contre l'AKP sait très bien arrêter des professeurs, des écrivains, des étudiants et des avocats. Regardez la professeure Busra Ersanli, l'écrivain Ragip Zarakoglu et des avocats d'Abdullah Ocalan, ils ont tous été arrêtés. Nous ne voulons que continuer notre combat pour la liberté du peuple kurde.». Nursel Aysogan a affirmé que les militaires turcs utilisent

des armes chimiques pour attaquer les guérillas kurdes mais que le gouvernement turc reste silencieux sur cette question.

Ensuite, le conseiller national socialiste Carlo Sommaruga a pris la parole : *«Nous constatons que l'Etat turc ferme toutes les voies de la démocratie pour les politiciens kurdes. Nous allons faire pression sur l'Etat turc pour qu'il reconnaisse les droits de la démocratie. »*

Fabienne Bugnon, ex-présidente des Verts genevois et conseillère nationale ainsi que Baran Serhat, délégué du MLKP Turquie/ Nord Kurdistan, ont aussi pris la parole pour mentionner l'importance de la solidarité.

Après les discours, des femmes kurdes sont montées sur scène et ont chanté la liberté.

Oruc GUNES

Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils